

# Rencontre avec le candidat socialiste à la présidence des Philippines

Le 07 Mars 2022, entretien avec Ka Leody De Guzman par Angelita Biscotti  
<https://jacobinmag.com/2022/03/duterte-marcos-dictatorship-philippines-presidential-election-socialists>

*Ka Leody de Guzman est syndicaliste et militant des droits des travailleurs aux Philippines. Il se présente aux élections présidentielles sous la bannière du Partido Lakas ng Masa (PLM, Parti des masses laborieuses).*

*Angelita Biscotti est auteur et artiste, iel est non binaire et vit à Melbourne. Iel a étudié à l'Université Ateneo de Manila, à l'Université La Trobe et à l'Institut de recherche sociale de Brooklyn. Son travail a été publié dans Overland, Cordite Poetry Review, et ailleurs.*



***Ka Leody de Guzman prend la parole lors d'un rassemblement pro-syndicalisme à Manille, aux Philippines, le 14 février 2019. (Josefiel Rivera / SOPA Images / LightRocket via Getty Images)***

Depuis Ferdinand Marcos jusqu'à Rodrigo Duterte, les Philippines sont depuis longtemps dirigées par une élite ultra riche et corrompue. Le candidat à la présidence Ka Leody de Guzman, socialiste et ancien dirigeant syndical, déclare à Jacobin qu'il veut mettre fin au règne des dynasties politiques.

Le 9 mai prochain, des élections auront lieu aux Philippines. En vertu de la constitution du pays, le président Rodrigo Duterte ne peut pas se représenter, mais même s'il doit quitter le palais de Malacañang, se débarrasser de l'héritage de Duterte — sans parler du lourd héritage de l'autoritarisme — sera une tâche bien plus ardue.

La fille de Duterte, Sara Duterte, est candidate à la vice-présidence sur la liste présidentielle de Ferdinand "Bongbong" Marcos Jr, fils du défunt dictateur déchu Ferdinand Marcos. Marcos est arrivé au pouvoir en 1965 et en 1972, s'est servi de la loi martiale pour prolonger sa dictature jusqu'en 1986. Bien que son salaire officiel n'ait jamais dépassé 13 500 dollars, selon la Cour suprême des Philippines, Marcos a amassé pendant cette période une fortune de 10 milliards de dollars.

C'était suffisant pour lui offrir une place dans le livre Guinness des records du monde pour le « plus grand braquage gouvernemental ». Toutefois, ce chiffre n'est rien en comparaison du prix bien plus sanglant payé par le peuple philippin. Amnesty International rapporte que, sous le règne de Marcos, ses forces ont emprisonné 70 000 personnes, en ont torturé 34 000 et tué plus de 3 200.



**LA COURSE À 10 : Philippines : Les candidats à la présidence les plus riches et les plus pauvres (Image Credit: Gulf News)**

Marcos a été renversé par la révolution du pouvoir populaire en février 1986. Et en dépit de cela, peu après son arrivée au pouvoir en 2016, Duterte a ordonné que Marcos soit ré inhumé avec tous les honneurs militaires dans le Libingan ng mga Bayani (cimetière des héros). À l'heure actuelle, le fils de Marcos est en tête des sondages pour la présidentielle.

Bien que des dispositions interdisant les dynasties politiques « telles qu'elles peuvent être définies par la loi » figurent dans la constitution philippine de 1987, les enfants et les parents de sang des anciens élus sont surreprésentés au Congrès. Voilà pourquoi il s'est avéré impossible d'adopter la législation nécessaire pour donner force de loi à l'interdiction des dynasties politiques. En conséquence, les mêmes noms reviennent régulièrement à la une des journaux et lors des sessions législatives, reproduisant souvent leurs antécédents dynastiques.

Alors que Ferdinand Marcos a menti en prétendant être un héros de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, Marcos Jr a produit un faux diplôme d'Oxford. Et tout comme le dictateur qu'il idolâtre, Duterte a lui aussi le sang de personnes issues de communautés marginalisées sur les mains. Selon Human Rights Watch, au cours des deux premières années de la « guerre contre la drogue » déclenchée par son gouvernement, les autorités ont tué 12 000 personnes, dont des enfants.

Au sein d'une brochette de noms et de visages familiers, un candidat se distingue par son engagement à lutter pour une véritable réforme en faveur des Philippines de la classe ouvrière. Soutenu par les syndicats et les mouvements sociaux philippins, Ka Leody de Guzman se présente à la présidence, sous la bannière du Partido Lakas ng Masa (Parti des masses laborieuses). Fils de fermiers du Mindoro Oriental, Guzman est un ancien ouvrier d'usine et responsable syndical. En tant que socialiste, il fait campagne pour introduire des lois autorisant le divorce et le mariage entre personnes du même sexe, et veut taxer les citoyens les plus riches du pays pour financer des investissements dans des industries locales autonomes. Guzman se bat également pour limiter les contrats de travail qui bafouent les droits et les

conditions de travail et pour améliorer les salaires des travailleurs hors des zones urbaines.

Son colistier à la vice-présidence est Walden Bello, intellectuel et auteur dont la signature figure dans Jacobin et la New Left Review et qui est titulaire d'un doctorat en sociologie obtenu à Princeton.



*Patrimoine du Candidat Marcos Jr (Image Credit: Gulf News)*

#### **AB Pouvez-vous me parler du jour où vous avez décidé de vous présenter aux élections présidentielles ?**

KLG J'ai accepté la responsabilité de me présenter à la présidence trois jours avant que mon parti, le Partido Lakas ng Masa, ne tienne sa convention. C'était quelque chose d'énorme pour moi. Aucun membre du mouvement ouvrier philippin ne s'est jamais présenté à la présidence.

J'ai lu une étude disant qu'il faut entre trois et cinq milliards de pesos (58 à 97 millions de dollars) pour financer une campagne présidentielle. Je n'ai pas cette somme. Je ne suis pas non plus une célébrité. Les gens ne me connaissent pas — pas encore. Je compte donc sur le soutien de la majorité des Philippines qui, comme moi, appartiennent à la classe ouvrière. Les Philippines veulent des alternatives au système répétitif des célébrités et des milliardaires. Il est temps.

#### **AB Fils de fermiers, vous avez grandi dans le Mindoro oriental, que pouvez-vous nous dire ?**

KLG J'étais le septième de treize enfants, et j'ai grandi pendant les années de la loi martiale. Nous étions si pauvres que nous n'avions même pas d'allumettes. Pour vous donner une idée de ce que cela représentait, quand nous avons besoin d'allumer du feu, je trouvais quelqu'un à qui demander dans le quartier en cherchant qui était en train de faire cuire du riz. Je transportais la braise allumée dans une demi-coquille de noix de coco séchée. Je devais m'assurer de marcher et de ne surtout pas courir, parce qu'un coup de vent contraire aurait pu faire voler la braise et brûler ma main.

Ma sœur et moi ensuite sommes les seuls de ma fratrie à avoir reçu une éducation universitaire. Lorsqu'elle a commencé à étudier pour devenir infirmière, cela nous a fait peur car elle devait vivre avec quelqu'un que nous ne connaissions pas,

qui payait sa pension, son logement et ses frais de scolarité. J'ai obtenu mon diplôme d'études secondaires à dix-sept ans et je suis allé travailler dans une usine de confection à Pasig. C'est comme ça que j'ai pu payer mes études. J'ai obtenu mon diplôme en 1983, à peu près au moment où Benigno "Ninoy" Aquino Jr (ancien sénateur et leader pro-démocratie) a été assassiné. Cela m'a poussé à rejoindre le mouvement contre la dictature.



The infographic features a large photo of Leody De Guzman on the left, wearing a red polo shirt. To the right, on a red background, is his name 'LEODY DE GUZMAN' in large white letters. Below the name, it lists 'AGE: 62' and 'PARTIDO LAKAS NG MASA'. Under 'ASSETS:' and 'LIABILITIES:', it says 'N/A'. At the bottom left, a red box contains 'NET WORTH (2022)' and 'P1,000,000 [\$19,0000]'. A smaller photo of him is at the bottom right.

**LEODY DE GUZMAN**

AGE: 62

| PARTIDO LAKAS NG MASA

ASSETS:

N/A

LIABILITIES:

N/A

NET WORTH (2022)

**P1,000,000**

[\$19,0000]

**Patrimoine du Candidat Leody De Guzman (Image Credit: Gulf News)**

**AB Quel est le plus gros problème de la politique philippine aujourd'hui ?**

KLG Je dirais que c'est le règne des élites et la domination des dynasties politiques au Congrès et dans les branches exécutives du gouvernement. Environ 78 % des élus sont issus de dynasties politiques. Les dynasties politiques accumulent des richesses grâce à la corruption, et les élections se gagnent par l'argent. Une publicité télévisée de quinze secondes coûte 900 000 pesos (17 541 dollars).

Imaginez quand il s'agit de trois publicités sur trois chaînes de télévision différentes ? Cela représente trois millions de pesos (58 470 dollars) pour une seule journée. Des panneaux d'affichage sur l'autoroute EDSA (Epifanio de los Santos Avenue) à Manille ? Ils coûtent 300 000 pesos (58 470 dollars) par mois. Une seule affiche coûte 40 pesos (soixante-dix-huit cents US) — et calculez le nombre de villages qu'il vous faut atteindre pour une élection nationale ? Si vous êtes milliardaire, vous êtes automatiquement dans la course.

C'est la raison pour laquelle les gens qui finalement sont ceux qui dirigent le pays sont issus des classes d'élite. Marcos, Aquino, Macapagal-Arroyo, Estrada — voilà les noms des dynasties financées par la corruption intergénérationnelle ou avec le soutien de sociétés milliardaires.

**AB Quel type de coalition de campagne êtes-vous en train de mettre en place ?**

KLG Mes partisans sont des gens comme moi, des gens auxquels je peux m'identifier, qui ont traversé les mêmes choses. Walden et moi n'avons pas inventé nos programmes politiques lorsque nous avons décidé de nous présenter. Ce sont les

programmes pour lesquels le mouvement ouvrier s'est battu ces trente dernières années. Notre plate-forme a été élaborée par les travailleurs, les femmes, les écologistes, les agriculteurs, les pêcheurs, les enseignants, les travailleurs de la santé, les membres de la fonction publique, les organisations socialistes et d'autres militants de base. Nous avons déjà formulé ces exigences auparavant — mais un gouvernement composé de gens de l'élite ne voudra jamais écouter.



**Une femme tient une pancarte lors d'une manifestation suite à la candidature à la vice-présidence de la maire de Davao City, Sara Duterte, fille du président philippin Rodrigo Duterte, pour les élections nationales de 2022, à la Commission des droits de l'homme, à Quezon City, Metro Manila, Philippines, le 14 novembre 2021 (Lisa Marie David / Reuters)**

Je ne compte pas sur les artifices ou l'argent. J'ai confiance et j'espère que les gens voteront pour le programme de réforme solide qu'ils réclament et qui défend leurs intérêts.

**AB Selon l'Organisation internationale du travail, 53 % des Philippins vivent avec 5,50 dollars ou moins par jour. Pourquoi plus de la moitié des Philippins vivent-ils de cette façon ? Et comment comptez-vous remédier à cette situation ?**

KLG Les politiques néolibérales de l'ère Marcos ont été poursuivies par les gouvernements successifs, y compris l'administration actuelle de Duterte. C'est ce qui a permis cette réalité sordide. Les partisans de ces politiques prétendaient que si nous investissions dans les grandes entreprises, il y aurait un effet de ruissellement, permettant ainsi aux citoyens aux revenus les plus faibles de progresser. Ces cinquante dernières années ont montré que cela ne fonctionne pas. Les riches sont devenus plus riches, mais cette richesse n'a pas été redistribuée dans le reste de l'économie. La richesse est restée au sein de l'élite et n'a jamais atteint les travailleurs.

Les politiques qui chouchoutent les grandes entreprises enrichissent les riches tout en maintenant les travailleurs dans la pauvreté. Par exemple, les travailleurs sont acculés vers des contrats qui offrent de bas salaires et aucun avantage, et qui donnent aux entreprises le pouvoir de licencier les travailleurs âgés ou ceux qui exigent de meilleures conditions de travail. Bon nombre de ces emplois passent par des agences de placement de main-d'œuvre, ce qui rend plus difficile l'organisation de syndicats.

La loi de 1988 sur la rationalisation des salaires permet aux entreprises de verser des salaires plus bas en province qu'à Manille. Les grandes entreprises sont ainsi incitées à ouvrir des succursales dans les régions où elles peuvent embaucher une main-d'œuvre moins chère. Les travailleurs en province gagnent donc moins et travaillent selon des contrats qui n'offrent aucun avantage ni aucune progression de carrière et qui peuvent être résiliés à tout moment.

Je suis un travailleur issu d'une famille de travailleurs. Ma plate forme est en faveur du monde du travail. Je suis pour la régulation du travail, cela veut dire protéger les droits des travailleurs et augmenter les salaires en région pour qu'ils correspondent aux salaires urbains. Les grandes entreprises considèrent que cela va à l'encontre de leurs intérêts. Je ne m'attends pas à ce que les grandes entreprises soutiennent ma campagne.



*Des manifestants anti-Marcos brûlent une banderole avec une représentation d'un portrait composite du défunt dictateur Ferdinand Marcos et du président Rodrigo Duterte, avec un slogan qui dit "Marcos, Duterte, fascistes" lors d'une manifestation organisée à l'occasion du 100e anniversaire du défunt dictateur Ferdinand Marcos, près du Heroes Cemetery à Manille, le 11 septembre 2017. (AFP Photo/Ted Aljibe)*

**AB Selon un rapport que j'ai lu, vous voulez imposer un impôt sur la fortune de 20 % aux 500 Philippins les plus riches - est-ce exact ?**

KLG Oui. Les Philippines croulent sous la dette extérieure. Lorsque le président Duterte a pris ses fonctions en 2016, notre dette était de 5900 Milliards de pesos (116 milliards d'euros). En six ans, cette dette est passée à 13700 milliards de pesos (236 milliards d'euros).

Pendant la pandémie, les membres politiquement les plus en vue de l'élite se sont encore enrichis. Le magnat de l'immobilier et ancien candidat à la présidence Manny Villar a vu sa valeur nette augmenter de 28 %. Il vaut désormais 350 milliards de pesos (6,03 millions d'euros). Lucio Tan, qui possède des intérêts dans les compagnies aériennes, le tabac, les spiritueux et la banque, a vu sa fortune augmenter de 94 %. L'argent est là — simplement, il est concentré dans les mains de quelques capitalistes.

Voilà pourquoi Walden Bello et moi-même avons envisagé d' imposer un impôt sur la fortune aux plus riches de la nation. La pandémie a exacerbé les crises sanitaires et économiques existantes. De nombreuses usines ont fermé, et beaucoup de gens ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance.

Et en ce qui concerne le changement climatique et le réchauffement de la planète, les Philippines sont l'un des pays les plus vulnérables au monde. Nous sommes frappés par plus de vingt typhons chaque année, et ils sont de plus en plus puissants. Ils affectent la vie des gens et causent des dommages aux maisons, aux biens et aux industries locales. Nous avons besoin de revenus pour soutenir notre population face à ces réalités et pour fournir des secours en cas de catastrophe et même au-delà.

Vous avez entendu parler de la responsabilité sociale des entreprises, n'est-ce pas ? Les plus privilégiés de la nation ont déjà une responsabilité envers les communautés qui leur permettent de jouir de tant de richesse et de pouvoir. Avec l'impôt sur la fortune, nous augmentons simplement leurs devoirs envers la société.

Le projet consiste à instaurer une taxe annuelle de 1 à 5 %, en fonction des revenus. S'il s'agit de 1,8 millions d'euros, ils sont imposés à 1 %. S'il s'agit de 3,6 à 5 millions, 2 %, 3 %, et ainsi de suite.

La fiscalité aux Philippines est régressive. Vous payez des taxes sur ce que vous achetez. Même les mendiants et les chômeurs paient des impôts. Walden et moi allons changer cela. La taxation devrait être basée sur ce que vous gagnez. L'impôt sur la fortune reflète finalement cela.

**AB Les riches ont de nombreux moyens d'éviter de payer des impôts. Par rapport à la majorité des Philippins, ce sont les riches qui paient le moins d'impôts.**

KLG Avant que les salaires des travailleurs n'arrivent sur leur compte en banque, ils ont déjà payé les impôts qui sont retenus par leur employeur. Les élites, cependant, disposent de paradis fiscaux qui leur permettent d'éviter de payer. Elles bénéficient d'exonérations fiscales. Le gouvernement leur donne gratuitement des hectares de friches industrielles et de terrains, pour les inciter à monter des affaires. C'est là que les politiques néolibérales vous mènent. Elles dorlotent les entreprises, et la richesse ne ruisselle pas vers le bas. Il est temps que nous changions cela. Les riches devraient considérer que c'est un honneur de payer les impôts qui viennent réellement en aide à la communauté.

**AB Quel est votre programme de réforme agraire ? Comment espérez-vous aider la prochaine génération d'agriculteurs philippins, afin qu'ils n'aient pas à subir ce que votre famille a subi, en grandissant sous la loi martiale ?**

KLG Je veux abroger la loi sur la tarification du riz qui permet aux grandes entreprises d'importer des volumes illimités de riz, au détriment des industries agricoles locales. Les agriculteurs locaux obtiennent à peine le prix coûtant pour la vente de leurs produits, ce qui a pour effet de les décourager et les pousse à vendre leurs terres à des promoteurs immobiliers. D'ailleurs, l'une des principales défenseuses de la loi sur la tarification du riz était la sénatrice Cynthia Villar, épouse de l'ancien candidat à la présidence Manny Villar, qui est promoteur immobilier.

Mon gouvernement ferait de la recherche et du développement une priorité pour améliorer l'agriculture et la pêche locales et augmenter les revenus de ces producteurs. Ma vision pour les Philippines, c'est de générer de la croissance économique en soutenant la production locale. Renforcer la position des fournisseurs locaux est également une question de souveraineté et de sécurité alimentaires, tout particulièrement en période d'incertitude économique mondiale.

**AB Pensez-vous qu'il soit réellement possible de se débarrasser de la domination des élites et des dynasties politiques au sein du gouvernement philippin ?**

KLG Bien sûr — si Walden et moi gagnons.

La constitution interdit les dynasties politiques. Le problème est que ces dispositions nécessitent une loi d'habilitation qui n'a jamais été adoptée. Les représentants au Congrès issus de dynasties politiques ne le permettront pas. Ce serait aller contre leurs intérêts.

Si Walden et moi gagnons, nous utiliserons une disposition constitutionnelle appelée l'initiative populaire. Dans ce cadre, une loi peut être adoptée sans passer par le Congrès, à condition qu'elle ait le soutien du peuple.

Nos réformes politiques et électorales comprendront également des lois qui interdisent aux personnes faisant l'objet de procédures de corruption en cours de se présenter aux élections. Je ferai également pression pour que des lois interdisent le népotisme lors de nominations politiques.

Je ferai également passer des lois qui accordent un temps d'antenne équitable aux candidats n'appartenant pas à l'élite politique. Les stations de radio et de télévision publiques doivent offrir les mêmes possibilités de publicité à tous les candidats. Les publicités valant des millions de dollars diffusées par des chaînes de télévision privées et les panneaux d'affichage sur les autoroutes devraient être interdits.

Même si nous construisons des prisons pour les fonctionnaires condamnés pour corruption, tant que nous aurons un système qui protège les dynasties politiques et les politiciens corrompus, nous resterons bloqués dans l'état actuel des choses.

**AB Vous dites donc qu'il ne suffit pas de faire porter le blâme de la mauvaise gouvernance à la corruption. La corruption est le résultat d'une structure de pouvoir inégalitaire qui favorise les dynasties très riches, qui ont de nombreux réseaux et font partie de la classe dirigeante depuis des générations.**

KLG Oui. La corruption est un problème majeur, mais il n'est pas le seul. La cause première de tout cela, c'est un cadre politique néolibéral qui soutient les grandes entreprises et affaiblit les industries locales.

Nous avons tant de ressources naturelles, et pourtant notre économie est dépendante des importations, alors que nos politiques sont orientées vers l'exportation. Nous exportons des matières premières à bas prix et importons des produits manufacturés — fabriqués à partir de nos matières premières — à des prix beaucoup plus élevés.

Même nos produits de base quotidiens sont importés : cure-dents, marteaux, ventilateurs électriques, chaussures. Nous importons même des oignons et du gingembre.

**AB En gros, nous faisons des plats nationaux comme l'adobo et le tapsilog en utilisant des ingrédients importés.**

KLG C'est vrai. Nous possédons assez de ressources pour envisager de construire une économie autosuffisante. Nos terres et nos ressources en eau sont immenses. Il n'y a aucune raison pour que les Philippines aient faim. Pourtant, nous sommes encore tellement nombreux à nous coucher sans avoir mangé.

Nous sommes riches et ne manquons pas de ressources, seulement les ressources finissent ailleurs. Les grandes entreprises et les autres nations profitent de ce qui est disponible localement pour nous.. Nous sommes les leaders mondiaux dans l'extraction du nickel, du cuivre et de l'or. Mais comme nous exportons à bas prix et importons aux taux du marché, nous nous retrouvons avec des déficits. Nous ne récupérons jamais le coût réel de la vente des matières premières. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés avec une immense dette extérieure.

Au lieu d'exporter nos matières premières, efforçons-nous de satisfaire nos besoins quotidiens sur place. Assurons d'abord la subsistance de nos propres communautés. Soutenons notre population — en particulier tous ceux qui ont le plus souffert du dernier demi-siècle de néolibéralisme.

Une traduction en tagalog de cette interview est disponible (<https://angelitabiscotti.squarespace.com/ka-leody-interview-jacobin>)